Crash MS804 EgyptAir : L’association rencontre le BEA (Bureau d’enquête et d’analyse)

mercredi 6 juin 2018, par Thémis

La FENVAC a accompagné mardi 5 juin l’association des proches de victimes du crash du vol Egyptair MS804 à une réunion avec le Bureau d’Enquêtes et d’Analyses (BEA) pour un point d’étape. La dernière rencontre avec cette d’enquête avait eu lieu en mars 2017.

Le BEA a partagé avec l’association le peu d’informations en sa possession, transmis par la commission d’enquête de sécurité égyptienne. Pour rappel, cette dernière n’a transmis qu’une infime partie de la retranscription des deux boites noires de l’appareil.

Il faut souligner que les autorités égyptiennes soutiennent la thèse d’un acte de malveillance depuis l’accident.

Estimant l’enquête close, la commission d’enquête de sécurité égyptienne a remis son rapport au Parquet égyptien il y a plusieurs mois et a clairement fait comprendre aux enquêteurs du BEA qu’ils n’avaient plus la main sur les suites à donner à cette affaire.

L’équipe du BEA a pu confirmer à l’association qu’aucun rapport de la commission d’enquête de sécurité égyptienne n’avait été rendu public, contrairement à ce que prévoit l’annexe 13 de la Convention de Montréal.

Elle a ensuite informé l’association de son déplacement au Caire du 28 au 31 mai, à la suite d’un accord préalable des autorités égyptiennes. Le BEA était accompagné des Juges d’instruction en charge de l’enquête judiciaire en France.

Les enquêteurs avaient placé beaucoup d’espoir dans ce déplacement, espérant que cette visite fasse avancer l’enquête de sécurité française. Ce ne fut malheureusement pas le cas.

En l’absence d’éléments permettant de confirmer la thèse d’un acte de malveillance étayée par les autorités égyptiennes, le BEA a décidé de ne prendre aucune position officielle sur les causes du crash.

L’association a exprimé son indignation face à cette décision. Selon elle, le BEA qui représente la France et son gouvernement, ne peut accepter de garder le silence face à une pareille situation. Ne pas prendre position sur la thèse de la malveillance avancée par les autorités égyptiennes reviendrait à la confirmer.

L’association a insisté auprès des enquêteurs pour que le BEA fasse une déclaration officielleindiquant qu’il ne dispose pas d’éléments suffisants pour « valider » les conclusions du rapport égyptien et mettre ainsi le doute sur les causes du crash établies dans ce rapport.

Le BEA a indiqué qu’il reviendrait vers l’association à ce sujet dans les prochaines semaines.